



Vesoul, le 22.10.2026

CSA : le dialogue social de Schrödinger

Alors que le SPIP 90/70 connaît une situation RH catastrophique, et qui s'annonce durable, ce qui a conduit les différentes organisations syndicales (CGT, FO, UFAP//UNSA) à tirer la sonnette d'alarme à plusieurs reprises sans résultat à ce jour, les membres du personnel doivent affronter un autre problème.

La CGT avait déjà boycotté le CSA du 06/10/26 au motif que l'ordre du jour ne répondait pas aux attentes des CPIP et dénonçait l'immobilisme d'un DFSPIP plus attaché à la validation d'une charte de fonctionnement unanimement rejetée, qu'à engager une réflexion sur des modalités d'organisation permettant de soulager des personnels essoufflés.

Un CSA de repli a été convoqué le 19/10/26, qui a été le théâtre d'un simulacre de dialogue social (le président du CSA annonçant l'application au 1^{er} novembre de la charte de fonctionnement unanimement rejetée par les organisations syndicales).

Après avoir constaté l'impossibilité d'établir un dialogue équitable et compris que leur présence n'était que purement consultative, l'ensemble des organisations syndicales s'est retiré du CSA en dénonçant les méthodes arbitraires et autoritaires du président du CSA.

La CGT rappelle l'importance du CSA qui reste le dernier espace de dialogue social destiné à préserver les personnels et déplore que celui-ci devienne un véhicule creux destiné à la validation sans appel des textes de la Direction.

A la charge du travail accrue, du fait d'une situation RH dégradée, ne doit pas s'ajouter la surdité d'une direction qui se contente de préserver une contrefaçon de dialogue social.

**Les représentants du personnel de la CGT-IP
au CSA SPIP 90/70**